



La lente convergence des économies de l'Union européenne

40 % du budget communautaire pour 2021-2027 est consacré aux fonds de cohésion, qui permettent de réduire les écarts entre les pays

BRUXELLES - bureau européen

Lorsque le Covid-19 a paralysé le monde au printemps 2020, les Européens ont vite compris que, s'ils ne faisaient rien, la terrible récession qu'ils traversaient – la pire depuis la seconde guerre mondiale – aurait pour conséquence de fragmenter encore un peu plus le Vieux Continent et mettrait en danger l'Union européenne (UE). Parce que la pandémie a heurté de plein fouet les pays du Sud, très dépendants du tourisme, qui sont aussi ceux que la précédente crise de 2008 avait abîmés, il y avait urgence à les aider. Dans ce contexte, ils ont, avant même la mise en place du plan de relance de 750 milliards d'euros, pris des mesures d'urgence afin d'adapter la politique communautaire de cohésion, qui a pour mission d'aider à réduire les divergences au sein de l'UE.

Surmortalité

Ces efforts ont permis de limiter les dégâts, mais ils n'ont pas suffi, comme en atteste le rapport sur la cohésion qu'a publié la Commission européenne, mercredi 9 février. Ainsi, la surmortalité constatée depuis le début de la pandémie s'établit à 13 % en moyenne pour les Vingt-Sept, mais à 17 % dans les pays les plus pauvres de l'UE, dont les systèmes de santé sont moins performants et où, parfois, les populations se sont moins fait vacciner.

Les Vingt-Sept consacrent de gros moyens à tout ce qui peut permettre de faire converger les économies européennes. Dans le budget communautaire pour 2021-2027, les fonds de cohésion représentent 392 milliards d'euros, soit près de 40 % du total

Passé un certain stade, c'est comme s'il existait une sorte de plafond de verre du développement

des dépenses prévues (hors plan de relance) sur cette période. Ils sont réservés aux Etats membres les moins développés : la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Grèce, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

Grâce à cette politique volontariste, les écarts se réduisent au sein de l'UE. Ainsi, les fonds de cohésion distribués entre 2014 et 2020 devraient permettre, a calculé la Commission, de réduire de 3,5 % la différence entre le produit intérieur brut (PIB) par tête des 10 % des régions les plus pauvres et le PIB par tête des 10 % des régions les plus riches. Ils ont représenté 52 % des investissements publics que les « quinze pays de la cohésion » ont réalisés sur cette période.

« Les pays d'Europe centrale et orientale continuent à rattraper leur retard », explique Elisa Ferreira, la commissaire à la cohésion, qui évoque des transformations structurelles de leurs économies, notamment un transfert de l'emploi de l'agriculture vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée. La République tchèque affichait, en 2020, un PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat) quasiment au niveau de la moyenne des Vingt-Sept (93 %), et des pays

comme la Slovénie (89 %) ou la Lituanie (87 %) s'en rapprochaient.

En revanche, les pays du sud et sud-ouest de l'UE « stagnent ». La Grèce, avec un PIB par habitant de 62 % de la moyenne européenne, fait à peine mieux que la Bulgarie, qui reste le pays le plus pauvre du Vieux Continent. En Espagne, en Italie ou en Grèce, des régions entières semblent prises « dans un piège » dont ils ont du mal à sortir, poursuit M^{me} Ferreira. Comme si, passé un certain stade, il existait une sorte de plafond de verre du développement. Bien sûr, certains de ces pays portent encore les stigmates des cures d'austérité que Bruxelles leur a imposées, après la crise de la dette de la zone euro il y a dix ans. Mais ce n'est pas là la seule explication. « A eux seuls, les investissements dans les infrastructures de transport et les infrastructures informatiques ne débouchent pas automatiquement sur une hausse des taux de croissance », lit-on encore dans le rapport. Sans réformes plus structurelles, par exemple pour augmenter les compétences des travailleurs, cette situation perdurera.

Outre cette problématique, la Commission identifie trois défis que l'Europe devra relever si elle veut poursuivre sur la voie de la convergence. Les transitions écologique et numérique pourraient ainsi faire naître « de nouvelles disparités économiques, sociales et territoriales » souligne le rapport. Tout comme le vieillissement de la population, qui représente une véritable menace pour la cohésion et la croissance. D'ici à 2040, la moitié des Européens devraient vivre dans une région en déclin démographique, contre un tiers en 2020. ■

VIRGINIE MALINGRE